

# DROIT AU LOGEMENT POUR TOU-TE-S ... AVEC TOUS LES DROITS DANS LES FOYERS COMME EN HLM !

## Manifestation Samedi 19/10 à 14h de Château Rouge vers Père Lachaise

La crise du logement s'étend, laissant toujours plus de personnes sur le trottoir, dans des taudis, des hébergements précaires ou au bord de l'exclusion. Les locataires, même mal-logés, consacrent une part de plus en plus élevée de leurs revenus au logement, tandis que les expulsions augmentent. Le gouvernement baisse les APL, supprime les aides à la construction de logements sociaux, étouffe et pousse à la concentration des sociétés HLM tandis qu'il encourage la spéculation immobilière et le logement cher...

En violation du droit à l'hébergement, réfugiés, travailleurs migrants, salariés précaires, chômeurs, familles avec enfants sont laissés à la rue ou aux mains de marchands de sommeil, tandis que les habitants de logements-foyers sont soumis à l'arbitraire des gestionnaires, menacés d'expulsion s'ils hébergent un membre de leur famille, ou si un accident du travail les prive provisoirement de leurs ressources.

Le gouvernement soutient les politiques de gentrification agressives, de grands projets inutiles et écocides (JO, Grand Paris, Europacity ...), le tourisme de masse par le biais de prédateurs comme Airbnb & Co, et ouvre la porte aux investisseurs financiers internationaux. Entre temps l'épuration sociale des quartiers populaires s'accélère, générant de nouvelles précarités. Il refuse de réquisitionner alors que l'on compte désormais près de 3 millions de logements vacants, essentiellement dus à la spéculation. Nous en sommes tous victimes, français comme étrangers, immigrés comme réfugiés, mal logés, habitants des foyers, avec ou sans papiers, locataires ou hébergés.

Dans des foyers de jeunes, foyers de travailleurs, « résidences sociales », même si les résidents ont un toit, leur droit à une vie privée et familiale est nié, leur droit d'organiser une vie collective et solidaire aussi. Les gestionnaires entrent dans les domiciles privés comme ils veulent. Les comités élus des résidents n'ont qu'une existence fragile, dépendantes du bon vouloir des gestionnaires qui sont de plus en plus adossés à de grandes structures financières (Adoma – CDC Habitat ; Coallia – Batigère ; Hénéo – RIVP ; etc.). Nous exigeons l'égalité des droits avec les locataires HLM : l'arrêt des expulsions pour hébergement d'un proche, la recherche active de solutions pour les problèmes de surendettement, droit complet à la vie privée dans son domicile privé, droits des représentants élus à contrôler les agissements de leurs gestionnaires et leur participation à la gestion de la vie collective. *Une seule clef, disait le gestionnaire !*



### Nous appelons à manifester Samedi 19 octobre pour :

- La transformation des anciens Foyers de Travailleurs Migrants – et ceux déjà transformés en résidences – en « résidences pour travailleurs » isolés de leur famille, où les résidents détiennent les mêmes droits que les locataires HLM
- L'arrêt des procédures d'expulsion pour délit de solidarité, hébergement d'un proche et de toutes les expulsions,
- Politique active de recherche de solutions pour les résidents et locataires avec des dettes locatives ;
- La baisse des loyers, la hausse des APL, la réalisation massive de vrais HLM abordables et accessibles, y compris des résidences pour travailleurs isolés de leur famille bénéficiant des mêmes droits que les locataires HLM ;
- L'arrêt de la vente des logements sociaux, le rétablissement des aides à la pierre ;
- La taxation des profits tirés de la spéculation immobilière et du logement cher; l'encadrement beaucoup plus strict des pratiques des « airBnB » et consorts ;
- La dénonciation des déclarations démagogiques et aux relents xénophobes du chef de l'État stigmatisant les immigré-e-s, pourtant durement touché-e-s par la crise du logement et la spéculation...
- Une politique de régularisation de tou-te-s les étranger-e-s sans papiers ;
- Le respect et l'application des lois sur le droit au logement : (DALO, droit à l'hébergement jusqu'au relogement, droit de réquisition) et l'arrêt des mesures répressives contre les sans abris et les migrant-e-s.

**Premiers signataires :** Copaf, Dal, Droits Devant !!, Mrap, Fasti, Collectif des Sans Papiers 75, Association Diel, Intégration 21, Union syndicale Solidaires,